



LA PARTICIPATION

1 - Plus que jamais, la lutte contre la participation et la Loi-Faure est à l'ordre du jour :

Non seulement en ce début du second trimestre, le pouvoir lance partout son offensive : il cherche en vain à faire sa rentrée.

Mais aussi l'unité du mouvement étudiant ne peut être que le résultat de batailles, menées sur cet aspect fondamental de la politique du pouvoir avec la grande masse des étudiants.

La Loi-Faure veut assurer la subordination étroite de l'institution universitaire aux intérêts des grandes entreprises capitalistes ; la participation veut amener les enseignants et les étudiants à cautionner cela par la cogestion.



Citroën juin 68. - Contre la Participation et la main mise du capitalisme et de son état sur l'Université et la formation professionnelle. Travailleurs et Etudiants sont unis.

NON à la Loi-FAURE
NON à la participation !

Il est clair que l'Université fait partie de la société. Ce que nous contestons, ce n'est pas le principe de l'ouverture de l'Université sur la société, mais sa soumission aux rapports de production capitalistes qui régissent celle-ci. C'est pourquoi notre lutte fait partie de la lutte globale des travailleurs contre l'exploitation.

2 - La lutte contre la participation rejoint la lutte contre la politique d'austérité:

La loi cadre n'est pas une concession faite au mouvement de mai, comme voudrait le laisser entendre la partie la plus technocratique de la majorité et ses alliés de la F.G.D.S.

Elle n'a pas non plus des aspects positifs et négatifs, comme l'ont prétendu les députés P.C.F. à l'Assemblée Nationale : elle a une logique interne, chacun de ses éléments s'orientant vers un même but : la rentabilisation de l'Université au profit de l'économie capitaliste.

Lutter contre la participation, lutter contre la « politique d'austérité », c'est donc lutter contre la logique du profit.

La participation proposée aux étudiants, c'est la participation à la réorganisation capitaliste de l'Université, et aujourd'hui plus particulièrement, l'application de la politique gouvernementale dans le cadre de la « politique d'austérité ».

Nous refusons de participer à l'application de la politique d'austérité.

L'Université française, c'est l'Université de classe, l'Université sélective. La Loi-Faure, si elle paraît renoncer à instaurer la sélection de façon trop visible, la maintient sous d'autres formes, (études, examens...). La politique d'austérité accentue la fonction sélective de l'Université. Les objectifs allant contre les conséquences de l' « austérité », et ce qui en est la raison, sont donc liés à l'ensemble des objectifs de lutte contre l'Université de classe et les derniers réajustements qui maintiennent sa fonction de classe : la Loi d'Orientation.

Nous refusons donc de participer à la sélection dans l'Université.

Enfin, « participation » et « austérité » vont de pair dans le projet capitaliste : il s'agit de faire accepter aux travailleurs et aux étudiants les objectifs poursuivis par le capitalisme et de les faire participer à la mise en oeuvre de ces objectifs. Le patronat et son Etat, cherchent à faire croire aux travailleurs qu'ils ont des intérêts dans la défense du franc, à la stabilité de l'économie, à son « expansion », à sa rentabilisation. Ensuite, ils proposeront aux travailleurs de participer à l'élaboration et à l'application des mesures concrétisant ces objectifs de défense et d'amélioration de l'économie capitaliste.

Participer serait admettre le mythe de la collaboration de tous les français égaux en droit et en devoir.

3 - Il est donc clair que la participation n'est pas un cadre de lutte pour le mouvement.

Sous le masque de la collaboration, la participation consiste à amener le mouvement étudiant, comme le mouvement ouvrier, sur le terrain du pouvoir et des patrons.

Or, nous choisissons notre propre terrain, et refusons de nous situer sur celui que nous propose le gouvernement.

Le pouvoir nous propose la cogestion de l'Université capitaliste, cogestion des usagers et du patronat. Devant cette perspective, les étudiants et enseignants réformistes proposent un combat de l'intérieur, prônant le mot d'ordre « participons et améliorons », ou, au mieux, « contestons en participant ». L'étude des structures de cogestion, la pratique que nous en avons fait depuis des années, et surtout depuis le mois de mai, montre l'impossibilité d'une telle tactique : *l'idée même de l'utilisation des structures de cogestion comme tribune d'agitation s'effondre*, les caractères principaux des structures n'en donnant pas la possibilité.

Quant à l'idée de participer pour améliorer, elle est tout simplement l'expression même des projets du pouvoir ; c'est exactement ce que propose Faure !

Participer, c'est donc ou consciemment trahir le mouvement, ou — pour ceux qui ont des illusions sur les possibilités que cela donne — perdre son temps.

4 - Seule la mobilisation de masse compte :

Les étudiants se rendent bien compte aujourd'hui que si apparemment ils avaient pu faire quelque chose en mai dans les structures qui avaient vu alors le jour, ce n'est pas parce que ces structures de discussion étaient bonnes, ou du moins meilleures que celles que l'on nous propose aujourd'hui. C'était parce que la masse des étudiants était mobilisée et que seule cette mobilisation permettait non seulement la détermination des positions justes (lorsqu'elles résultaient d'un débat politique réel), mais encore leurs applications.

Pour lutter efficacement contre la participation, instaurons les structures permettant au mouvement de combattre dans les faits la Loi FAURE.

Au piège de la cogestion, opposons le contrôle du mouvement en lutte sur l'institution universitaire, en fonction des luttes qu'il mène. Déjà, à Vincennes (inscription des non bacheliers), les étudiants ont montré qu'au lieu de se contenter de répéter, inutilement, le catalogue de leurs revendications, ils pouvaient faire appliquer dans les faits les décisions du mouvement.

Partout, par des assemblées générales, mobilisons les étudiants pour qu'ils contrôlent

l'application de leurs décisions sur le contenu de l'enseignement et ses méthodes, sur les procédés de vérification des connaissances, les inscriptions, la répartition et la nomination des enseignants. C'est la seule réponse juste au pouvoir.

5 - La lutte contre la participation et la Loi-Faure doit se faire avec les enseignants.

Les conditions de la lutte contre la participation ne doivent pas faire retomber le mouvement dans l'erreur qui serait celle qui conduirait à opposer enseignants et étudiants.

Certes, parmi les enseignants, certains croient, à tort, qu'il serait possible de dégager l'Université du système capitaliste (dont elle n'est qu'un rouage) soit pour en faire un îlot socialiste, soit le plus souvent, parce qu'ils succombent à l'idéologie des contre-pouvoirs (selon laquelle il serait possible de prolonger les situations de double pouvoir au-delà des périodes de crise révolutionnaire, et d'arracher à la classe dominante le pouvoir qu'elle exerce sur l'Université avant de lui avoir arraché le pouvoir politique. Cette idéologie repose sur une grave sous-estimation de la dépendance de l'Université par rapport à l'appareil d'Etat et à l'ensemble du système capitaliste.

Certes, de nombreux enseignants considèrent la loi d'Orientation comme une mosaïque de dispositions indépendantes les unes des autres, et parmi lesquelles il serait possible de faire un tri.

Ces erreurs sont répandues aussi bien chez les enseignants que chez les étudiants. Mais il existe une partie des enseignants, comme chez les étudiants, qui est opposée à la participation et à la Loi-Faure.

La clarification politique doit donc se faire parmi ceux qui travaillent dans l'Université.

Il se peut que tactiquement, les attitudes divergent. Mais c'est sur le fond que l'unité doit être conclue, et c'est dans le combat qu'elle doit se réaliser.

Etudiants, enseignants, unis dans le même combat !

Seul le développement de la lutte est à même de faire tomber les faux clivages. La bataille doit être engagée en commun par les fractions avancées du

corps enseignant et du mouvement étudiant (auxquels s'ajouteront les chercheurs, techniciens, employés de l'Université).

C'est pourquoi les structures de combat et de contrôle doivent réunir pour le même but les enseignants, chercheurs, ... qui se placent dans la même perspective que le mouvement étudiant : la lutte contre la Loi-Faure et la participation.

La bataille réelle, et non les discussions troubles sur les élections, peut permettre une unité réelle.

6 - La bataille anti-participation du mouvement étudiant dépasse largement le cadre de l'Université.

Edgar Faure et de Gaulle l'ont bien compris, eux qui considéraient l'application de leur politique dans l'université comme un test.

Contre la participation et la mainmise du capitalisme et de son Etat sur l'Université, travailleurs et étudiants sont fondamentalement unis.

C'est pourquoi le pouvoir et ses alliés cherchent aujourd'hui à isoler le mouvement étudiant de l'ensemble des travailleurs. Nous devons combattre cet isolement et faire que notre lutte ait valeur d'exemple de notre volonté de mener le même combat que les travailleurs (à qui les gaullistes disent, sur les murs : « le patron, c'est mon ami »). Cela suppose deux choses :

D'une part, il faut que nous soyons à même, en nous donnant tous les moyens, d'expliquer et de faire comprendre le sens de la bataille que nous avons engagée.

Faisons comprendre notre lutte.

D'autre part, et c'est capital, notre combat ne sera perçu, accepté par la classe ouvrière, que lorsqu'il sera véritablement celui de la masse des étudiants, car ce ne sont pas les militants « révolutionnaires » qui apportent des éléments de conscience politique au mouvement populaire, mais bien le mouvement étudiant dans son ensemble, c'est-à-dire lorsqu'un grand nombre

d'étudiants se fait le porteur et l'agent des idées révolutionnaires.

Ainsi sera vérifié une nouvelle fois notre mot d'ordre :

Pour l'unité réelle, les luttes de masse sont nécessaires.

*"Etudiants,
travailleurs,
un seul combat!"*

PROJET DE TRACT

POURQUOI L'U.N.E.F. COMBAT-ELLE LA PARTICIPATION ?

La presse bourgeoise dénature volontairement le sens des actions étudiantes, cache leurs objectifs ; elle utilise en les grossissant les bavures qui accompagnent parfois ces actions (dégradations par suite des attaques des forces de police contre les étudiants), elle invente même des bris d'instruments de travail (aucun poste de télévision n'a été brisé à Vincennes, qui a donné cette information ?). Cette campagne qui a commencée depuis le dernier trimestre de 1968, prend une ampleur particulière ces derniers temps, en même temps que se multiplient les provocations policières et les atteintes aux libertés politiques dans les lycées et les facultés. Ce n'est pas un hasard : la participation gaulliste risque d'être mise en échec dans les facultés : c'est ce que le pouvoir veut cacher à tout prix. C'est pourquoi les étudiants s'expliquent par ce tract, directement aux travailleurs et à la population.

I - Pourquoi contester la loi Faure ?

La ligne générale de la loi Faure est la même que les précédents plans ou projets de Fouchet, Peyrefitte et Cie. Elle ne fait pas plus avancer la démocratisation que ces précédents plans : il s'agit de donner aux grandes entreprises capitalistes les robots dociles (techniciens, chercheurs, ingénieurs, cadres, etc...) ; il s'agit aussi de former à bon marché les enseignants et les chercheurs dont l'Etat a besoin parce qu'il est *au service de ces monopoles*. Une partie de ces étudiants sont destinés au volant de *chômage nécessaire* à la « stabilité sociale » (pressions sur les salaires, etc...).

Si le patronat veut des idiots spécialisés, c'est parce que ceux-ci ont aussi un rôle répressif, de chiens de garde vis-à-vis des travailleurs : le mouvement étudiant refuse ce rôle, (pas tous les étudiants, il faut le dire I).

II - Qu'est-ce que la participation à l'université ?

Fouchet et Peyrefitte voulaient imposer ces réformes en les parachutant de leur Ministère ; Faure, plus souple, après mai, essaie de faire accepter ces mêmes réformes par les étudiants et les enseignants. Pour cela, il compte mettre en place des structures complexes (Conseils, commissions, etc...) *qui ont pour but de canaliser, de dénaturer et d'étouffer nos revendications et nos luttes* dans leurs rouages sans pouvoir réel. M. Faure a été choisi dans ce rôle pour son habilité à mystifier les agriculteurs en période électorale.

D'ores et déjà, les étudiants et enseignants progressistes sont sûrs de ne pouvoir jouer dans ces structures un autre rôle que celui de cautionner une réforme qui ne répond pas aux exigences des masses populaires.

Voilà pourquoi les Comités d'Action-U.N.E.F., refusent partout la participation.

III - Pour le pouvoir, l'enjeu de la bataille : augmenter les moyens du patronat et de l'Etat

pour imposer la participation aux travailleurs

Si le gouvernement réussit à faire accepter ses projets par les étudiants et à rétablir « son ordre social » dans les facultés par la participation, il pourra se présenter, renforcé par ce succès, avec des projets analogues devant les travailleurs, *ces projets, les travailleurs les connaissent mieux que nous: il s'agit, ni plus ni moins, de l'Association Capital-Travail*, du prétendu « intéressement aux fruits de l'expansion » etc...

Ces projets ridicules par rapport aux profits capitalistes, mais dangereux car ils visent à museler

des travailleurs, s'accompagnent de tentatives de *limitation du droit de grève, du droit syndical de réglementation des hausses des salaires, etc...*

Voilà pourquoi le pouvoir met une telle hargne à réprimer les actions étudiantes ; voilà aussi pourquoi les étudiants en lutte affirment leur solidarité à la classe ouvrière et refusent de se laisser enfermer dans leurs campus.

Voilà pourquoi les étudiants multiplieront l'information aux travailleurs et chercheront à bénéficier de leur expérience par des discussions chaque fois que nécessaire.



**L'Étudiant de France – Nouvelle série n° 5 – Février 1969
Pages 4 et 5**